

Questions orales

du gouvernement afin de relancer notre économie? Les membres du gouvernement tentent-ils de nous faire comprendre qu'ils ne peuvent pas marcher et mâcher de la gomme en même temps pour ce qui concerne l'économie de ce pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député serait le premier à reconnaître que si nous arrivons à résoudre la question constitutionnelle et à créer un contexte de consensus et d'unité nationale au sein de ce pays, nous produirons un effet très direct et immédiat sur le sort économique du Canada. Cela ne fait aucun doute, et je crois que le député le reconnaîtra.

Il sait que la question constitutionnelle occupe l'avant-plan de l'ordre du jour politique depuis les derniers mois et que cela influe sur les projets d'investissement. Les investisseurs étrangers surveilleront de très près et avec grand intérêt le présent débat.

Je suis convaincu que le député, tous les autres députés de cette Chambre et tous les Canadiens seront fort heureux de constater que nous avons maintenant l'occasion de dénouer la crise constitutionnelle d'une manière très positive. À mon avis, il sera le premier à se joindre à nous pour voir à ce que ce dénouement se matérialise.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, voici ce que Philip Cross, chef de la Section de la conjoncture économique à Statistique Canada, a dit à propos de l'économie, après les huit ans de règne du gouvernement actuel: «On n'a jamais vu l'économie progresser si peu au cours de quatre trimestres d'affilée. Elle va de travers, ce qui est plutôt inhabituel quand il y a reprise.»

Compte tenu de la situation, pourquoi le gouvernement veut-il se croiser les bras pendant deux mois, alors que l'économie va à la dérive et qu'il y a 1,6 million de Canadiens sans travail? Ce n'est pas ainsi qu'on suscite la confiance en l'économie ou qu'on construit l'avenir d'un pays.

Si le gouvernement s'intéresse vraiment à l'avenir du Canada, pourquoi ne profite-t-il pas du débat référendaire pour présenter à la Chambre de nouvelles mesures visant à relancer l'économie?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, ce matin même, la Banque Royale du Canada a prédit que la reprise continuerait sur sa lancée cette année et devrait se consolider davantage en 1993.

Notre économie a connu une croissance de l'emploi au cours de trois des quatre derniers mois. Quelque 43 000

emplois ont ainsi été créés. Le PIB n'a cessé de s'accroître au cours des cinq derniers trimestres. Il est actuellement à la hausse. La confiance du consommateur s'améliore, tout comme celle du monde des affaires.

Je rappelle à mon collègue que si la reprise est lente, l'économie mondiale l'est tout autant. Les pays du G7 prévoient une croissance maximale de l'ordre de 2 p. 100 environ. Comme il participe à l'économie mondiale et qu'il constitue un important pays commerçant, le Canada est directement touché. Les signaux sont bien clairs. Certes, la reprise est lente, mais elle ne s'essouffle pas, elle perdure. Je rappelle à mon collègue que les taux hypothécaires au Canada n'ont jamais été si bas depuis 35 ans.

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, les Canadiens ont célébré la fête du Travail, rendant hommage aux millions de travailleurs qui ont bâti notre pays et qui ont travaillé pour notre pays. Malheureusement, une grande partie de ces gens sont maintenant sans emploi. Pendant les deux mois de congé de la Chambre, c'est-à-dire en juillet et en août, le Canada a perdu encore 137 000 emplois à plein temps.

Le ministre des Finances dit que tous les éléments fondamentaux sont en place. Voici ce que je dis au premier ministre au nom de ces 137 000 Canadiens qui ont perdu leur emploi à plein temps et qui viennent s'ajouter au 1,6 million de chômeurs que notre pays comptait déjà. Le gouvernement parle de l'initiative de la prospérité. Les chômeurs se disent: «Est-ce bien ce que signifie ce programme, le chômage?»

Quand le gouvernement mettra-t-il en place un programme visant à redonner des emplois aux Canadiens et à régler une fois pour toutes le grave problème du chômage dans notre pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je reconnais que le chômage est plus élevé que nous le souhaiterions, mais la députée fait fausse route.

En fait, 43 000 nouveaux emplois ont été créés au cours des quatre derniers mois. Des hausses mensuelles de l'emploi ont été enregistrées à trois reprises au cours de cette période.

Je tiens à rappeler à la députée qu'il n'y a pas que l'emploi qui a augmenté, mais aussi la population active. Au mois d'août, la population active s'est accrue de 12 000 personnes, et le niveau de l'emploi, de 11 000. Il